

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/M/12

9 septembre 1998

(98-3428)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 30 AVRIL 1998

Président: M. Kajit Sukhum (Thaïlande)

1. Le Comité des pratiques antidumping (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire le 30 avril 1998.
2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:
 - A. Observateurs: organisations internationales intergouvernementales
 - B. Législations nationales
 - i) Examen des notifications de lois ou de réglementations nouvelles ou modifiées que le Comité n'a pas encore examinées:
 - a) Brésil - G/ADP/N/1/BRA/2
 - b) Bulgarie - G/ADP/N/1/BGR/1-G/SCM/N/1/BGR/1
 - c) Burkina Faso - G/ADP/N/1/BFA/1
 - d) Canada - G/ADP/N/1/CAN/3-G/SCM/N/1/CAN/3
 - e) Japon - G/ADP/N/1/JPN/2/SUPPL.2-
G/SCM/N/1/JPN/2/SUPPL.2
 - f) Mongolie - G/ADP/N/1/MGN/1 & CORR.1
 - g) Pérou - G/ADP/N/1/PER/1/SUPPL.2-
G/SCM/N/1/PER/1/SUPPL.2
 - h) Singapour - G/ADP/N/1/SGP/2/SUPPL.1-
G/SCM/N/1/SGP/2/SUPPL.1
 - i) République slovaque - G/ADP/N/1/SVK/2
 - j) États-Unis - G/ADP/N/1/USA/1/SUPPL.2-
G/SCM/N/1/USA/1/SUPPL.2
 - ii) Suite de l'examen de notifications que le Comité a déjà examinées:
 - a) Communauté européenne
(G/ADP/Q1/EEC/11)
(G/ADP/Q1/EEC/12)
(G/ADP/Q1/EEC/14)
(G/ADP/Q1/EEC/15)

- b) Israël
(G/ADP/Q1/ISR/9)
(G/ADP/Q1/ISR/10)
 - c) Singapour
(G/ADP/Q1/SGP/12)
(G/ADP/Q1/SGP/13)
 - d) Thaïlande
(G/ADP/Q1/THA/10)
(G/ADP/Q1/THA/11)
- C. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping (article 16:4) G/ADP/N/35 et Addenda
- D. Notifications des décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping G/ADP/N/34, G/ADP/N/36, G/ADP/N/37, et G/ADP/N/38
- E. Rapport du Président sur la réunion du Groupe de travail spécial de la mise en oeuvre
- F. Rapport du Président sur la réunion du Groupe informel de l'anticoncontournement
- G. Australie – Maintien des mesures antidumping sur les importations de chlorure de polyvinyle (PVC) en provenance du Canada (question soulevée par le Canada)
- H. Autres questions
- i) Japon – États-Unis: Pratique en matière d'enquêtes effectuées à l'expiration de la mesure
 - ii) Rapport du Président au Président du Conseil du commerce des marchandises concernant les activités du Comité
 - iii) Participation des gouvernements observateurs aux réunions du Groupe spécial de la mise en œuvre et du Groupe informel de l'anticoncontournement
- I. Date de la réunion ordinaire suivante
- J. Élection du Bureau
- A. Observateurs: Organisations internationales intergouvernementales
1. Le Président a rappelé que, lorsque le Comité avait précédemment examiné la demande de statut d'observateur régulier présentée par l'OCDE, il avait décidé de différer sa décision pour donner le temps au Président du Comité des subventions de mener des consultations. Le Comité des subventions et le Comité des sauvegardes avaient déjà pris la même décision. Dans l'intervalle, l'OCDE avait continué d'être invitée à assister aux réunions du Comité sur une base *ad hoc*. Depuis lors, la question du statut d'observateur de l'OMC auprès des divers organes de l'OCDE avait été réexaminée, et le Président du Comité des subventions avait indiqué que l'OMC avait obtenu le statut d'observateur sur une base *ad hoc* auprès de l'organe compétent de l'OCDE. Cela constituait un pas dans la bonne direction, mais le Comité des subventions l'avait jugé insuffisant pour justifier l'octroi à l'OCDE du statut d'observateur régulier, sans restriction, auprès du Comité à ce stade. Le Comité des subventions avait décidé d'inviter l'OCDE à continuer d'assister à ses réunions sur une base *ad hoc*. En ce qui concerne l'accès aux documents, il avait décidé, pour les documents relativement peu nombreux dont la distribution était restreinte au départ, de permettre à l'OCDE d'y avoir accès, sauf

dans les cas où un Membre s'opposerait, pendant la période où le document était préparé pour la distribution, à ce qu'il soit communiqué à cette Organisation. Le Comité des subventions avait pris cette décision sur une base préliminaire, sous réserve de confirmation à sa réunion suivante, une fois que tous les détails relatifs à la décision de l'OCDE seraient connus.

2. Le Président a proposé que le Comité prenne la même décision que le Comité des subventions au sujet de la demande de statut d'observateur et d'accès à la documentation présentée par l'OCDE, sous réserve de confirmation à la réunion suivante.

3. Le Comité en a ainsi décidé.

4. Passant à la demande de statut d'observateur régulier présentée par le Groupe ACP, le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu d'inviter le Groupe ACP à assister à ses réunions sur une base *ad hoc*. Il avait pris cette décision en attendant l'achèvement du processus horizontal en cours au niveau du Conseil en ce qui concerne les demandes de statut d'observateur du Groupe ACP et d'autres organisations internationales intergouvernementales. À ce jour, le processus horizontal n'avait abouti à aucune décision concernant la demande du Groupe ACP, et le Président ferait rapport au Comité à mesure que la situation évoluerait. Par conséquent, le Président a proposé que le Comité prenne note de sa déclaration et revienne sur cette question à une réunion ultérieure.

5. Le Comité en a ainsi décidé.

B. Examen des législations nationales

- Notifications nouvelles ou modifiées n'ayant pas encore été examinées par le Comité

6. Le Président a relevé que les questions relatives aux nouvelles législations notifiées auraient dû être communiquées au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard trois semaines avant la réunion, soit le 6 avril 1998 au plus tard. Malheureusement, après la situation favorable que le Comité a connue à la réunion précédente où, pour la première fois, toutes les questions avaient été présentées au Secrétariat avant la date limite, il y avait eu un certain retour en arrière, certaines questions ayant été reçues bien après la date limite. Le Président a exprimé l'espoir que les Membres se fixeraient à l'avenir comme priorité de présenter leurs questions à temps. L'examen de la législation constituait un aspect important du travail du Comité, et continuerait de faire l'objet d'un point régulier de l'ordre du jour. La présentation des questions dans les délais facilitait considérablement le travail du Secrétariat, et surtout celui des Membres participant à l'examen et des Membres dont les notifications étaient soumises à examen.

7. Le Président a rappelé aux Membres que, s'ils souhaitaient recevoir des réponses écrites aux questions posées oralement à la réunion, ils devaient communiquer ces questions par écrit au Membre dont la législation allait être examinée, ainsi qu'au Secrétariat, le 26 mai 1998 au plus tard. Les réponses écrites à toutes les questions écrites communiquées devaient être présentées au Secrétariat le 29 juin 1998 au plus tard.

8. Les questions concernant la notification du Brésil figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/BRA/2	présenté par la Turquie
G/ADP/Q1/BRA/3	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/BRA/4	présenté par le Canada
G/ADP/Q1/BRA/5	présenté par le Japon
G/ADP/Q1/BRA/6	présenté par le Venezuela

Les réponses du Brésil à ces questions figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/BRA/7 adressé au Canada, au Japon, à la Turquie, aux États-Unis et au Venezuela

9. Les questions concernant la notification de la Bulgarie figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/BGR/1 présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/BGR/2 présenté par le Japon

AUCUNE RÉPONSE ÉCRITE N'A ENCORE ÉTÉ FOURNIE PAR LA BULGARIE.

10. Le Président a noté qu'aucune réponse écrite n'avait été communiquée au sujet de la notification du Burkina Faso, et que le Burkina Faso n'était pas représenté à la réunion. Il a donc proposé que le Comité prenne note de la notification et poursuive le processus d'examen.

11. Le Comité en a ainsi décidé.

12. Les questions concernant la notification du Canada figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/CAN/6 présenté par le Japon
G/ADP/Q1/CAN/7 présenté par le Venezuela

Les réponses du Canada figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/CAN/8 adressé au Venezuela
G/ADP/Q1/CAN/9 adressé au Japon

13. Les questions concernant la notification du Japon figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/JPN/8 présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/JPN/9 présenté par le Canada

Les réponses du Japon figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/JPN/10 adressé aux États-Unis et au Canada

14. Le Président a noté qu'aucune question écrite n'avait été communiquée au sujet de la notification de la Mongolie, et que ce pays n'était pas représenté à la réunion. Il a donc proposé que le Comité prenne note de la notification, et poursuive le processus d'examen.

15. Le Comité en a ainsi décidé.

16. Les questions concernant la notification du Pérou figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PER/3 présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/PER/4 présenté par le Canada
G/ADP/Q1/PER/5 présenté par le Japon
G/ADP/Q1/PER/6 présenté par le Venezuela
G/ADP/Q1/PER/9 présenté par le Brésil

Les réponses du Pérou figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PER/7 adressé au Japon et au Canada

G/ADP/Q1/PER/8 adressé au Venezuela
G/ADP/Q1/PER/11 adressé aux États-Unis et au Brésil

17. Les questions concernant la notification de Singapour figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/SGP/14 présenté par les États-Unis

AUCUNE RÉPONSE ÉCRITE N'A ENCORE ÉTÉ FOURNIE PAR SINGAPOUR

18. Les questions concernant la notification de la République slovaque figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/SVK/1 présenté par la Turquie
G/ADP/Q1/SVK/2 présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/SVK/3 présenté par le Japon

AUCUNE RÉPONSE ÉCRITE N'A ENCORE ÉTÉ FOURNIE PAR LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

19. Les questions concernant la notification des États-Unis figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/USA/5 présenté par le Japon
G/ADP/Q1/USA/6 présenté par le Venezuela

Les réponses des États-Unis figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/USA/8 adressé au Japon et au Venezuela

20. Le représentant de la Pologne a dit que, comme il était indiqué dans le document G/ADP/N/1/POL/1 du 29 mars 1995, la Pologne avait entrepris un examen de sa législation intérieure pertinente et de sa réglementation administrative afin d'assurer leur compatibilité avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. Ce processus avait été achevé et avait abouti à l'adoption par la Pologne de la Loi du 11 décembre 1997 sur la protection contre l'importation de produits à des prix de dumping sur le territoire douanier polonais, qui était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998. La nouvelle législation était en cours de traduction du polonais vers l'anglais, et elle serait notifiée au Comité dès que la traduction serait prête.

21. Le Comité a pris note des déclarations.

- Poursuite de l'examen des notifications que le Comité avait déjà examinées

22. Le Président a félicité les Membres d'avoir été nombreux à respecter le délai fixé pour la présentation des réponses aux questions relatives aux notifications que le Comité avait déjà examinées. À quelques exceptions près, les questions et les réponses avaient été présentées à temps, ce qui facilitait considérablement la discussion en permettant au Comité, conformément à ses procédures, de passer au suivi des questions et réponses écrites pendant la réunion.

23. Les questions complémentaires posées à la Communauté européenne figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/EEC/11	présenté par le Canada
G/ADP/Q1/EEC/12	présenté par le Japon
G/ADP/Q1/EEC/13	présenté par les États-Unis

Les réponses de la Communauté européenne figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/EEC/14	adressé au Canada
G/ADP/Q1/EEC/15	adressé au Japon
G/ADP/Q1/EEC/16	adressé aux États-Unis

24. Les questions complémentaires posées à Israël figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/ISR/9	présenté par la Turquie
----------------	-------------------------

Les réponses de Israël figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/ISR/10	adressé à la Turquie
-----------------	----------------------

25. Les questions complémentaires posées à Singapour figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/SGP/12	présenté par le Canada
-----------------	------------------------

Les réponses de Singapour figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/SGP/13	adressé au Canada
-----------------	-------------------

26. Les questions complémentaires posées à la Thaïlande figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/THA/10	présenté par le Canada
-----------------	------------------------

27. Les réponses de la Thaïlande figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/THA/11	adressé au Canada
-----------------	-------------------

28. Le Président a noté que, pour que la notification d'une législation qui avait déjà été examinée soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire suivante du Comité, prévue pour octobre 1998, les questions devaient être communiquées au Membre dont la notification était visée, ainsi qu'au Secrétariat, le 14 septembre 1998 au plus tard.

29. Le Président a noté que certains Membres avaient soulevé des questions portant sur les procédures d'examen des nouvelles notifications de législations au début des discussions. Il a signalé qu'il était certainement possible d'envisager d'autres procédures, peut-être meilleures, pour l'examen des législations au Comité. Cependant, il a rappelé aux Membres que les procédures d'examen des législations que le Comité suivait actuellement étaient énoncées dans le document G/ADP/W/284. Ces procédures avaient été adoptées par le Comité au cours d'une réunion extraordinaire conjointe avec le Comité des subventions et des mesures compensatoires en avril 1996. Tant qu'il n'aurait pas adopté d'autres procédures pour l'examen des législations, le Comité continuerait de suivre celles qui étaient applicables. Le Président a laissé entendre que, si les Membres estimaient qu'il fallait modifier ces procédures, ils s'adressent au Secrétariat ou au Président. S'il le jugeait approprié, le Président pourrait alors procéder à des consultations avec les Membres au sujet de nouvelles procédures pour l'examen des nouvelles notifications de législations, qui seraient examinées à une réunion ultérieure.

C. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping

30. Le Président a rappelé aux Membres que les rapports semestriels pour le deuxième semestre de 1997 auraient dû être présentés le 28 février 1998 au plus tard. Les Membres qui avaient présenté des rapports semestriels étaient recensés dans le document G/ADP/N/35/Add.1, daté du 20 mars 1998. L'Afrique du Sud, la Corée, le Guatemala et la Thaïlande avaient communiqué leur rapport semestriel trop tard pour figurer sur la liste. Outre les 25 Membres qui avaient présenté des rapports semestriels, 32 Membres mentionnés dans le document G/ADP/N/35/Add.1 avaient informé le Comité qu'ils n'avaient pris aucune décision en matière de lutte contre le dumping durant la période considérée. La Jamaïque, Macao, Malte, Maurice, la Zambie et le Zimbabwe avaient présenté des notifications indiquant qu'ils n'avaient pris aucune décision durant la période considérée, mais elles avaient été reçues trop tard pour figurer sur la liste.

31. Certes, une amélioration avait été constatée en matière de conformité aux règles établies, en particulier dans l'emploi de la formule type convenue. Cependant, comme par le passé, beaucoup de notifications avaient été présentées bien après les dates limites, et de nombreux Membres n'avaient pas présenté de rapport semestriel en dépit des demandes répétées et des rappels, sans compter les appels téléphoniques aux délégations établies à Genève. Ces Membres n'avaient donc pas respecté cette importante prescription de l'article 16.4 de l'Accord et seraient identifiés dans la première version révisée du document G/ADP/N/35/Add.1.

32. La représentante de l'Australie a mentionné l'enquête sur les feuilles de papier enduit, sans fibres de bois. Même si ses remarques ne portaient pas directement sur le rapport semestriel présenté par l'Australie, elle jugeait qu'il convenait d'aborder la question à ce stade, afin d'informer les Membres. Elle a rappelé aux Membres qu'au début de l'année, la Suisse avait demandé à tenir des consultations avec l'Australie au sujet de cette enquête, conformément au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Elle a informé les Membres que l'autorité australienne chargée de la lutte contre le dumping avait récemment constaté qu'il devait être mis fin à l'enquête portant sur un certain nombre de pays, y compris la Suisse, en raison des volumes négligeables d'importations faisant l'objet d'un dumping. En conséquence, les consultations étaient devenues inutiles et le processus avait été stoppé.

33. Aucune autre observation n'a été faite au sujet des rapports semestriels qui avaient été présentés.

34. Le Comité a pris note des déclarations.

D. Notifications des décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping

35. Le Président a noté que, depuis la précédente réunion ordinaire du Comité, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Communauté européenne, la Corée, les États-Unis, Israël, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Thaïlande et le Venezuela avaient notifié des décisions préliminaires et finales prises comme il était indiqué dans les documents G/ADP/N/34, G/ADP/N/36, G/ADP/N/37 et G/ADP/N/38.

36. Comme pour d'autres prescriptions en matière de notification, les règles établies dans ce domaine ne semblent pas être respectées, étant donné que certains Membres, qui avaient présenté des rapports semestriels indiquant les mesures en cours, n'avaient communiqué aucun rapport concernant les décisions préliminaires et finales qui avaient été prises. Le Président a rappelé aux Membres qu'un aspect important des fonctions du Comité était son rôle de contrôle et d'examen des décisions prises par les Membres. Si les Membres ne prenaient pas au sérieux leurs obligations en matière de notifications et ne se conformaient pas aux règles établies, le Comité ne pourrait pas atteindre son objectif, qui était d'examiner si les Membres respectaient les prescriptions de l'Accord.

37. Le Comité a pris note des déclarations.

E. Rapport du Président sur la réunion du Groupe spécial de la mise en œuvre

38. Le Président a présenté son rapport sur la réunion du Groupe spécial qui s'était tenue les 27 et 28 avril 1998. La participation des Membres avait été excellente, que l'on considère la quantité de documents et de propositions, ou les discussions elles-mêmes. Le Groupe avait examiné neuf des questions que le Comité lui avait soumises, sur la base des documents, propositions et renseignements communiqués par les Membres avant la réunion. Les débats ont parfois été animés, et les Membres ont échangé beaucoup de renseignements sur les pratiques qu'ils suivaient pour mettre en œuvre les prescriptions de l'Accord antidumping. Les Membres étaient convenus de demander au Secrétariat d'élaborer et de distribuer des projets de recommandations sur plusieurs points afin qu'ils puissent être examinés par le Groupe spécial à sa prochaine réunion. Ils étaient également convenus de présenter des documents et propositions complémentaires portant sur plusieurs des questions à l'examen, ainsi que des renseignements sur les pratiques qu'ils suivaient dans les domaines traités et le Secrétariat regrouperait les renseignements communiqués par les Membres au sujet de certaines des questions soulevées. Le texte du résumé du Président sur les préparatifs de la réunion suivante du Groupe spécial avait été distribué pour aider les Membres à se préparer pour cette réunion. Le Secrétariat enverrait un rappel aux Membres à une date ultérieure.

39. Le Groupe spécial avait prévu que sa réunion suivante se tiendrait les lundi 26 et mardi 27 octobre 1998. Le Président a rappelé aux Membres que la date limite pour la présentation des communications pour la réunion suivante était le lundi 14 septembre 1998. Cependant, s'agissant des renseignements que les Membres étaient convenus de fournir, et en particulier des points sur lesquels le Secrétariat regrouperait les renseignements fournis, le Président a demandé instamment aux Membres de présenter leurs communications dès que possible pour que les compilations soient aussi complètes que possible.

40. Le Président a relevé que la réunion du Groupe spécial avait été très fructueuse cette fois, et a exprimé l'espoir que les Membres continueraient à participer activement aux travaux du Groupe. À cet égard, il a noté que plusieurs Membres avaient soulevé des questions concernant les travaux futurs du Groupe et la possibilité de soumettre à celui-ci pour examen des thèmes nouveaux ou additionnels. Le Président mènerait des consultations informelles avec les délégations sur cette question, et s'il le jugeait approprié, envisagerait de convoquer le Comité pour en débattre.

41. Le Président avait été particulièrement satisfait de la présence, à la réunion du Groupe spécial, d'experts des administrations nationales qui, en faisant part de leur propre expérience, avaient donné au débat la dimension technique voulue, le rendant plus enrichissant et plus utile pour tous les Membres. Il a fortement encouragé les Membres à faire venir dans la mesure du possible leurs experts techniques aux réunions suivantes du Groupe spécial afin que la dynamique se maintienne et que les réunions ultérieures du Groupe restent tout aussi utiles et produisent des résultats positifs.

42. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

43. Rapport du Président sur la réunion du Groupe informel de l'anticonournement

44. Le Président a indiqué que le Groupe informel de l'anticonournement s'était réuni le mercredi 29 avril 1998. Les Membres avaient examiné avec intérêt les documents présentés et de nombreux points avaient été soulevés. Le Groupe informel était convenu de se réunir de nouveau le mercredi 28 octobre 1998 afin de poursuivre les discussions sur la première question à examiner suivant le cadre convenu. Le Président a exprimé l'espoir qu'à mesure que les travaux du Groupe informel progresseraient, un nombre croissant de Membres y contribueraient en présentant des documents sur les questions à examiner et participeraient aux discussions elles-mêmes. À ce propos, il a réitéré ses préoccupations, déjà exprimées à la réunion, au sujet du retard pris dans la présentation

des documents destinés au Groupe informel. Le fait de présenter des documents essentiels sur une question aussi complexe et sensible à peine quelques jours avant la réunion avait considérablement réduit la capacité des Membres, et surtout celle des experts des administrations nationales, à se préparer pour une discussion constructive. Par conséquent, le Président a instamment demandé aux Membres de préparer et d'envoyer désormais leurs documents le plus tôt possible. Il a exprimé l'espoir que les réunions ultérieures du Groupe contribuent à l'accomplissement de la tâche définie dans la Décision ministérielle sur l'anticonournement.

45. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

G. Australie – Maintien des mesures antidumping sur les importations de chlorure de polyvinyle (PVC) en provenance du Canada (point inscrit à la demande du Canada)

46. Le représentant du Canada a dit que l'Australie avait mené en 1992 une enquête antidumping sur les importations de chlorure de polyvinyle (PVC) en provenance de sept pays, dont le Canada. En 1997, à l'expiration du délai de cinq ans, les autorités australiennes avaient procédé à un réexamen de l'affaire pour déterminer s'il fallait la poursuivre ou y mettre un terme. L'Autorité australienne antidumping (ADA) avait publié un rapport dans lequel elle recommandait que la procédure vienne à expiration à l'égard de plusieurs pays, y compris le Canada. Le rapport concluait que les expéditions en provenance du Canada ne faisaient pas l'objet d'un dumping et représentaient des quantités minimales. Compte tenu de ces informations et du fait que le Canada était devenu un importateur net de PVC, l'ADA avait jugé que les expéditions à destination de l'Australie n'augmenteraient probablement pas. Par conséquent, on considérait peu probable que le chlorure de polyvinyle en provenance du Canada cause un dommage à la branche de production australienne. De ce fait, l'ADA avait recommandé que la constatation portant sur le chlorure de polyvinyle en provenance du Canada cesse d'être applicable.

47. Dans le système australien, l'ADA faisait des recommandations au Ministère des douanes et de la consommation. Dans l'affaire à l'examen, le Ministère avait rejeté le rapport de l'ADA et décidé que la constatation devait être maintenue en application. Le Ministère n'avait fourni aucune explication au sujet de cette décision.

48. Par l'intermédiaire de son Haut Commissariat de Canberra, le Canada avait tenté à plusieurs reprises, mais en vain d'obtenir plus de détails sur les raisons justifiant la décision de maintenir la constatation.

49. Le Canada était préoccupé par le fait que l'absence d'explications justifiant la décision de poursuivre l'affaire n'assurait pas la transparence requise pour garantir au Canada que les dispositions de l'article 11 étaient respectées. La représentante du Canada a indiqué que le Ministère avait depuis lors répondu aux questions de son pays. Celui-ci remerciait l'Australie mais il considérait que la réponse ne contenait pas suffisamment d'explications pour justifier la poursuite de l'affaire. L'intervenante espérait qu'un nouveau dialogue s'établirait entre les deux gouvernements, qui leur permettrait de résoudre cette question.

50. Le représentant de l'Australie a dit que son pays considérait que toutes les procédures pertinentes de l'OMC avaient été suivies dans cette affaire. La recommandation de l'ADA n'était pas la détermination finale prévue par l'OMC: c'était le Ministère qui faisait la détermination finale. Sur la base du rapport de l'ADA, le Ministre précédent avait réexaminé les faits de la cause, et était parvenu à une conclusion différente, ce qu'il était autorisé à faire en vertu de la législation antidumping australienne. L'Australie appréciait la discussion qui avait eu lieu avec le Canada, ainsi que la lettre adressée récemment par le Ministre actuel sur cette question, et elle était heureuse de poursuivre les discussions à ce sujet. Certains renseignements contenus dans la lettre permettaient à l'entreprise canadienne visée de demander un réexamen de l'affaire après 12 mois, soit en octobre 1998. L'Australie a dit que l'un des problèmes qu'elle avait rencontrés au cours de cette

enquête était que l'entreprise en question n'avait pas participé au processus de collecte de renseignements engagé à l'expiration du délai, ce qui l'avait rendue difficile. L'Australie restait prête à mener de nouvelles discussions.

51. Le Comité a pris note des déclarations.

H. Autres questions

52. Le délégué de l'Indonésie a demandé d'ajouter un point, au titre des autres questions, à l'ordre du jour du Comité, mais le Comité n'a pas accepté.

- i) Japon – pratique des Etats-Unis en matière d'enquêtes effectuées à l'expiration du délai d'application des mesures.

53. Le représentant du Japon a indiqué que le Japon considérait que l'un des plus importants résultats des négociations du Cycle d'Uruguay concernant l'Accord antidumping avait été l'élaboration de dispositions relatives au réexamen effectué à l'expiration des mesures, en vertu de l'article 11:3. Cet article avait été élaboré pour éviter qu'un droit antidumping ne soit imposé indéfiniment, sans qu'il y ait à prouver ultérieurement l'existence d'un dumping et d'un dommage. L'objet du réexamen à l'expiration de la mesure était d'annuler l'ordonnance à moins que l'existence d'un dumping et d'un dommage ne soit constatée. Le maintien en application d'une ordonnance devait être l'exception.

54. L'intervenant a noté qu'en vertu du Federal Register des États-Unis, les autorités américaines allaient commencer des réexamens de ce type en juillet 1998. Plus de 300 produits feraient l'objet de réexamens, y compris des produits faisant l'objet à la fois de droits antidumping et de droits compensateurs. Un grand nombre de parties intéressées dans différents pays seraient concernées par ce processus de réexamen.

55. Le délégué du Japon a dit qu'il souhaitait porter cette question à l'attention des Membres. La mise en œuvre du processus de réexamen à l'expiration de la mesure intéressait tous les Membres. Il importait que le réexamen soit effectué conformément à l'Accord antidumping; et surtout, une ordonnance devait être annulée à moins qu'il ne soit constaté qu'il était probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit antidumping était supprimé.

56. Le Comité a pris note de la déclaration.

- ii) Rapport du Président au Président du Conseil du commerce des marchandises sur les activités du Comité

57. Le Président a informé le Comité qu'il avait adressé au Président du Conseil du commerce des marchandises un rapport sur les activités du Comité depuis décembre 1997. Le Président du Conseil du commerce des marchandises avait demandé que ce rapport lui soit communiqué avant le 15 avril 1998, dans le cadre de ses préparatifs pour la Conférence ministérielle à venir. Le Président avait simplement informé le Président du Conseil du commerce des marchandises qu'au 15 avril, le Comité et ses organes subsidiaires, le Groupe spécial de la mise en œuvre et le Groupe informel de l'anticonournement, ne s'étaient pas réunis et n'avaient donc pris aucune décision depuis décembre 1997.

58. Le Comité a pris note de la déclaration.

- iii) Participation des gouvernements ayant le statut d'observateur aux réunions du Groupe spécial de la mise en œuvre et du Groupe informel de l'anticonournement.

59. Pour ce qui est du Groupe spécial, le Président a indiqué que des gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Comité, plus précisément l'Arabie saoudite, la Chine et le Taipei chinois s'étaient adressés à lui ainsi qu'au Secrétariat pour demander à être autorisés à assister aux réunions du Groupe en qualité d'observateurs. Aucune discussion concernant la participation d'observateurs n'avait eu lieu lors de l'établissement du Groupe spécial. Jusqu'à présent, aucun observateur n'avait été invité à ses réunions. Le lundi précédent, comme aucun Membre ne s'y était opposé, le Groupe spécial avait autorisé les gouvernements ayant le statut d'observateur à assister à la réunion sur une base *ad hoc*. Le Groupe était également convenu d'autoriser les gouvernements ayant le statut d'observateur à participer aux discussions et à présenter des documents sur les questions à l'étude s'ils le souhaitaient. Cependant, il avait reconnu que c'était au Comité lui-même de prendre une décision sur l'établissement d'une pratique concernant le point de savoir si les gouvernements ayant le statut d'observateur seraient invités aux réunions du Groupe et la nature de leur participation.

60. Le Président a donc proposé que le Comité autorise les gouvernements ayant le statut d'observateur à assister et à participer aux réunions du Groupe spécial sur une base un peu plus large que de coutume. Cette forme de participation leur permettrait de présenter des documents sur les questions portées devant le Groupe spécial, et de contribuer pleinement aux discussions. Cependant, cette participation n'irait pas jusqu'à leur participation à l'établissement d'un consensus sur d'éventuelles recommandations du Comité. De l'avis du Président, compte tenu du type de questions techniques qui était soumis au Groupe spécial, la participation effective des gouvernements ayant le statut d'observateur ne pouvait que valoriser les discussions.

61. Le Comité en a ainsi décidé.

62. S'agissant du Groupe informel de l'anticonournement, l'Arabie saoudite, la Chine et le Taipei chinois avaient aussi demandé à assister aux réunions. Comme dans le cas du Groupe spécial, il n'y avait eu aucune discussion sur la participation des gouvernements ayant le statut d'observateur au Comité au moment de l'établissement du Groupe. Jusqu'à présent, aucun observateur n'avait été invité à ses réunions. Le mercredi précédent, comme aucun Membre ne s'y était opposé, le Groupe informel avait autorisé les gouvernements ayant le statut d'observateur à assister à la réunion sur une base *ad hoc*. Cependant, les règles habituelles concernant les observateurs avaient été suivies. Le Groupe informel avait reconnu que c'était au Comité lui-même de prendre une décision sur l'établissement d'une pratique concernant le point de savoir si les gouvernements ayant le statut d'observateur seraient invités aux réunions du Groupe, et la nature de leur participation.

63. Le Président a donc proposé que le Comité autorise les gouvernements ayant le statut d'observateur à assister aux réunions du Groupe informel aux conditions normales énoncées dans les Lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC figurant à l'Annexe 2 du Règlement intérieur du Conseil général, et auxquelles se référait la Règle 10 du Règlement intérieur du Comité. Cette participation leur permettrait de recevoir la documentation pour les réunions et d'assister aux réunions. Les représentants des gouvernements ayant le statut d'observateur pourraient être invités à prendre la parole aux réunions, normalement après que les Membres se seraient exprimés. Le droit de prendre la parole ne comprenait pas le droit de faire des propositions, à moins qu'un gouvernement ne soit invité expressément à le faire, ni à participer à la prise de décisions.

64. Le Comité en a ainsi décidé.

I. Date de la réunion ordinaire suivante

65. Le Président a noté que le Comité était convenu, à sa réunion du 21 février 1995, que les réunions ordinaires se tiendraient en principe la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. En conséquence, la réunion suivante aurait lieu les jeudi 29 et vendredi 30 octobre 1998.

J. Élection du bureau

66. Le Comité a élu M. José Antonio S. Buencamino (Philippines) Président du Comité, et M. Alvaro Espinoza (Chili) Vice-Président.

67. La réunion a été déclarée close.
